

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique - Directeur : Frédéric Aimard

2 janvier 2023 - 1 €

N° 12

L'année 2022 restera frappée d'une marque sanglante en Europe avec le retour de la guerre et sa cohorte de malheurs sur notre territoire. L'Ukraine envahie, sa population martyrisée, sa jeunesse décimée. La Russie profitera-t-elle de la folle décision de son dirigeant? On peut en douter. Les jeunes Russes se font aussi tuer, et même si les bombes n'éclatent pas dans l'immense Russie, ce qui épargne les civils, cette agression caractérisée génère aussi beaucoup de malheur côté russe. Alors le premier souhait pour cette nouvelle année, serait de trouver rapidement une solution pour que cessent le fracas des armes et sa profusion de sang. La diplomatie pourra-t-elle s'exprimer? Il le faudra bien tôt ou tard, et le plus tôt sera le mieux.

Chez nous en France, les conséquences de cette guerre ne sont pas anodines, l'augmentation des prix de l'énergie, liée à la raréfaction du gaz russe, provoque une inflation difficilement contrôlable. L'économie est donc fortement déstabilisée et chacun constate les hausses de prix qui pourraient avoir des effets ravageurs sur le pouvoir d'achat si le calme ne revient pas.

Sur le plan sociétal, en France, notre gouvernement pousse toujours ses feux et cherche à nous entraîner vers encore plus d'individualisme. L'homme moderne, détaché de Dieu se voudrait « autoprocréé », libre de sa naissance, de sa vie, de sa mort, de son sexe. Un peu de

verticalité et d'humilité ne nuirait pas à notre société. 2023 pourrait peut-être nous aider à prendre conscience que nous sommes de chair et de sang, certes, mais que notre âme est aussi d'essence céleste, elle nous relie à Dieu, elle nous relie à l'éternité. Notre vie terrestre est brève, elle nous laisse le temps de nous épurer en offrant aux autres le meilleur de nous-même. Arrêtons de nous autocentrer en 2023, regardons autour de nous, tout près, il y a tellement de gens à aider et si possible à aimer.

Souhaitons aussi que la France retrouve des services publics performants.

Comment favoriser le train si 1000 agents en grève mettent sur le quai 200 000 voyageurs? Où est le service public lorsqu'une minorité peut ainsi nuire à ses "clients"? On voit bien qu'il y a là un vrai bug. Le service public nécessite des agents respectueux de leur service, là aussi il faut savoir aller au-delà de sa satisfaction personnelle et respecter les autres. Facile à dire bien sûr mais formulons le vœu que chacun d'entre nous se demande ce qu'il peut faire pour améliorer la vie de ses semblables en cette année 2023.

Réjouissons-nous de vivre en France où nous sommes

en paix. Réjouissons-nous de bénéficier d'un pays qui fonctionne malgré ses imperfections, choyons nos proches, nos familles. Que 2023 nous rende meilleurs!

Loïk de Guébriant

Sommaire : Page 1 : Bonne année 2022. P. 2 : Les rois mages. – Les crêpes de la chandeleur. – Le timbre rouge, c'est fini. P. 3 : – Les bons chiffres de la SnCF. – Dialogue et prévision. P. 4 : Europe : Le syndrome de Stockholm. – Énigmes chinoises. p. 5 : Lectures.



■ **Économie** : La société coopérative Scopelec, sous-traitant d'Orange mis en difficulté par le lâchage de son presque seul client en 2021, a été reprise, le 27 décembre devant le tribunal de commerce de Lyon, par son concurrent Circet, détenu par le fonds d'investissement britannique ICG. Le repreneur s'est engagé à garder 1 049 salariés sur les 2 300 restant (beaucoup étant déjà partis notamment vers des sociétés concurrentes).

■ **Justice** : Le recteur Chems-ed-dine Hafiz de la Grande Mosquée de Paris a annoncé le 28 décembre qu'il allait porter plainte contre le romancier Michel Houellebecq pour des propos anti-musulmans tenus dans la revue *Front populaire* du philosophe Michel Onfray.

■ **Fêtes** : La préfecture de Paris estime à 1 million le nombre de personnes présentes sur les Champs-Élysées pour le feu d'artifice du passage à l'année 2023. Sur toute la France, selon les statistiques du ministère de l'Intérieur, environ 700 véhicules auraient été incendiés lors de la nuit de la St-Sylvestre, ce qui constituerait une baisse de 20 % par rapport à l'an dernier, et 490 fauteurs de troubles ont été arrêtés.

■ **Grand-Est** : Jean Rottner, président démissionnaire de la région Grand-Est (il a 55 ans et est médecin urgentiste) a été recruté pour travailler dans le groupe immobilier Réalités, dont il prendra la direction du Grand-Est. La Haute autorité pour la transparence de la vie publique a donné un avis favorable avec quelques restrictions. Il devrait être remplacé à la tête de la région par le maire d'Épernay, Franck Leroy, membre du parti Horizons.

■ **Mayotte** : Le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a passé la St-Sylvestre sur l'île qui est confrontée à de nombreux problèmes de sécurité du fait de l'immigration sauvage depuis les îles voisines.

■ **Chanson** : Linda de Suza, chanteuse portugaise qui a eu un immense succès en France dans les années 80, est morte le 28 décembre 2022 à l'âge de 74 ans à l'hôpital de Gisors (Eure).

Les rois mages

Partout en France ont été célébrées les messes de la nuit, le 24 décembre au soir, pour rappeler qu'il y a plus de 2000 ans, l'enfant Jésus est venu sur terre. Le 8 janvier, nous célébrons l'arrivée des rois mages, venus d'Orient, adorer ce bébé annoncé par les Écritures. Dans notre France déchristianisée, ce sont les rois mages, venus d'Inde, d'Afrique ou d'Asie qui célèbrent nos messes car nous n'avons plus assez de prêtres chez nous. Alors, merci à tous ces prêtres étrangers qui acceptent de quitter pour un temps leur pays, leurs proches, leurs familles, pour venir nous apporter la Bonne Nouvelle, trop oubliée chez nous.

L. d. G.

Les crêpes de la Chandeleur

À peine les fêtes de fin d'année franchies, on se jette sur les galettes des rois ! Et tout début février, c'est au tour des crêpes de la Chandeleur (fête des chandelles). Une tradition bien ancrée en France, qui trouve son origine païenne chez les Romains. Il faut attendre l'année 1372, semble-t-il pour que cette fête devienne chrétienne et soit associée à la « purification de la Vierge ».

Du culte païen (coïncidant avec la sortie de l'ours de sa période d'hibernation) à la fête des Chandelles au Ve siècle, cette période est aussi celle qui lance les carnavals et qui annonce le retour à la Lumière. L'histoire raconte que c'est le Pape Gélase 1er qui aurait fait distribuer des crêpes aux pèlerins qui arrivaient à Rome. Par-

fois la tradition veut que l'on fasse « sauter » les crêpes de la main droite dans une poêle, en tenant une pièce dans la main gauche pour s'assurer toute l'année la prospérité. Et que l'on ne doit ranger la crèche de Noël qu'après cette période et allumer toutes les bougies de la maison. À la fois pour dissiper les mauvaises odeurs et pour symboliser la lumière.

Fête catholique, la Chandeleur célèbre aussi la présentation du Christ quarante jours après sa naissance. La date du 2 février a donc été retenue. Et dans le monde agricole, cela annonce le retour aux travaux dans les champs.

Aux États-Unis, cette fête est traditionnellement dédiée à la marmotte. On trouve aussi au Luxembourg, au Mexique et au Canada, des fêtes autour des lumières qui annoncent l'arrivée prochaine du printemps. La crêpe étant parfois associée symboliquement au disque solaire.

Depuis une centaine d'années, on connaît partout en France les crêpes que l'on consomme actuellement, même si elles ont été longtemps fabriquées à partir de sarrasin. Selon les régions, on peut les associer à d'autres aliments. La variété est infinie. On estime même que les premières galettes ont fait leur apparition 7 000 ans avant l'ère chrétienne.

Philippe Buron Pilâtre

Le timbre rouge, c'est fini

Pour faire des économies, La Poste a créé un labyrinthe informatique absurde et inquiétant.

Le premier jour de l'année a marqué la fin du timbre rouge et l'entrée dans la complexité. Le timbre traditionnel est remplacé par un courrier électronique appelé e-Lettre Rouge.

Pour envoyer une lettre, il faut se rendre sur le site internet de La Poste à partir de son ordinateur. La lettre est ensuite envoyée, toujours par internet, au bureau de poste de la ville du destinataire. Et c'est là qu'on imprime le courrier et qu'on le met sous pli pour le déposer dans la boîte aux lettres... trois jours après son envoi.

Ceux qui n'ont pas d'ordinateur chez eux ou qui n'ont pas une pratique suffisante de l'informatique seront punis : ils devront se rendre au bureau de poste le plus proche (tout le monde habite des grandes villes, n'est-ce pas ?), et aviser un employé qui prendra une photocopie de la lettre sur son téléphone et l'enverra par le réseau internet.

Cela signifie que le personnel pourra lire le courrier alors que le secret de la correspondance est protégé par la loi. La Poste rappelle que son personnel est assermenté et travaillera dans des lieux sécurisés, ce qui ne dissipera pas l'inquiétude : faire photographier par un inconnu une lettre d'amour ou un envoi d'informations professionnelles provoquera nécessairement de la méfiance et de la gêne. De plus, il ne sera plus possible de joindre à la lettre un chèque, un document ou une photo.

Pour justifier la fabrication de son labyrinthe, La Poste invoque les économies de transport par trains et avions, qui lui permettront de réduire son empreinte carbone. Mais elle va durement pénaliser les huit millions de Français qui

n'ont pas d'ordinateur à leur domicile ainsi que tous ceux qui ne se déplacent pas facilement.

Dernière absurdité, non la moindre : le prix du courrier. L'envoi d'une lettre dématérialisée coûtera 1,49 euro alors qu'un simple mail est gratuit. Quant à l'envoi de chèques et de documents, La Poste rappelle qu'elle maintient la lettre verte, qui est distribuée trois jours après son dépôt. Si l'utilisateur est pressé, il peut utiliser la Lettre Service plus, distribuée deux jours après son affranchissement au prix de 2,95 euros. La Lettre Service plus va donc deux fois plus vite que la Lettre rouge, qui était distribuée du jour au lendemain, et elle coûte deux fois plus cher !

Puni et surtaxé, le client de La Poste n'est certainement pas le roi

Claudine Uzerche

Les bons chiffres de la SnCF

Il semblerait que la SnCF ait fait des bénéfices en 2022 ! Selon *Le Parisien-Aujourd'hui en France* et *Europe 1*, il s'agirait de deux milliards d'euros voire de trois, excusez du peu. Les syndicats frémissent évidemment d'impatience pour que l'entreprise nationale partage cette plus-value au plus vite. La plus-value est une notion que Marx a théorisée et dont les étudiants en économie des années triomphales du marxisme, même en Occident, étaient tenus de savoir calculer avec des formules mathématiques qui donnaient au raisonnement un aspect « scientifique » imparable. Il n'y a plus beaucoup de professeurs d'économie dans le monde,

même en Chine prétendument communiste, pour croire encore à la validité scientifique du marxisme, mais là n'est pas la question du jour.

Pour l'instant donc, la direction rappelle que les chiffres officiels ne seront publiés qu'en février. Même s'ils sont aussi favorables que les premiers éléments connus l'indiquent, il ne faut pas oublier que la comptabilité des entreprises, quelle que soit leur taille mais surtout quand elles sont immenses et divisées en multiples structures plus ou moins indépendantes, est un art plus qu'une science. On ne doit jamais prendre un chiffre isolément, ni même un résultat annuel, sans le remettre en perspective, sans considérer les courbes du passé et celles que l'on peut faire pour un avenir que l'on voudrait radieux, c'est-à-dire rentable.

Pour ce qui est du coût annuel de la SnCF (évalué à 275 euros par Français, dont la plupart ne prennent pourtant jamais le train), seule une analyse des Finances publiques peut en donner une idée. Cela reste une question politique plus qu'économique. On consultera le site de l'association Fipeco pour en savoir un peu plus.

Si la SnCF peut annoncer des bénéfices, il faut s'en réjouir, car cela vaut mieux que si elle devait annoncer encore des pertes. Au moins cela montre la capacité des dirigeants à se couler dans le moule qu'on leur a fixé. Cependant, on sait bien que ces pertes, ou plutôt ces dettes, existent lourdement, même si elles sont cantonnées dans des catégories comptables plus ou moins transparentes. Ce qui fait une bonne comptabilité, c'est d'abord d'avoir

un minimum de bon sens et de bonne foi. Quand on voit les derniers rebondissements du dialogue social dans ce monde-là, on doute que ce minimum puisse être partagé honnêtement. À tel point que le débat n'a plus guère de sens. Pas plus que pourrait en avoir celui sur des « bénéfices » d'EDF (on les avait dits multipliés par 8 en 2021 !!!), ou ceux que, sur un « coup de génie » de quelques hauts fonctionnaires, l'Hôpital public pourrait tout aussi bien un jour nous annoncer, sans plus convaincre, ou alors on aurait vraiment changé de monde.

Frédéric Aimard

Dialogue et prévision

On a bien vu, à l'occasion des grèves de Noël à la SnCF, qu'il existe un problème de communication entre le pouvoir et les syndicats. Hormis, peut-être, quelques ministres, la présidence de la République, le gouvernement et la coalition qui les soutiennent marquent peu d'empathie vis-à-vis de ceux qui sont souvent considérés comme des obstacles aux réformes ou des attardés du nouveau monde, voire des individus répugnant à travailler. Cela recoupe l'ignorance dans laquelle sont tenus les corps intermédiaires, qu'on n'hésite pas à contourner par des Grands Débats, des Conseils de la refondation et des Grenelles de ceci ou de cela. Aussi a-t-on vu se multiplier les grèves sauvages, les syndicats étant plus ou moins contraints de « prendre le train en marche » (comme à la SnCF!...).

Les déclarations apaisantes des vœux présiden-

tiels, avec un petit mot pour chacun, masquent mal le fossé en train de se creuser. De même, la politique de fermeté du ministre de l'Intérieur est démentie par la réouverture des visas pour les Algériens et le peu de suivi répressif à l'égard de ceux qui continuent à faire des feux de joie avec les voitures lors de la nuit du 1^{er} janvier. D'autre part, la multiplication des aides malgré la volonté du ministre de l'Économie d'arrêter le « *quoi qu'il en coûte* » montre le peu de cas accordé au déficit national.

Il serait judicieux que soit enfin mise en application la formule « *gouverner, c'est prévoir* ». On ne peut pas continuer à vivre dans l'improvisation et la communication permanentes. L'État planificateur devrait se rendre compte qu'il reste un mauvais gestionnaire, comme le montrent le secteur hospitalier et l'Éducation nationale malgré la suradministration dont ils sont l'objet et les budgets qui leur sont attribués.

En outre, comme à la SNCF, leurs agents se sentent déconsidérés en même temps que sous-payés. La revendication financière n'apparaît pourtant plus, aujourd'hui, comme la principale : malgré toutes les exagérations, complaisances et fraudes, les *burn-out* appartiennent souvent à la vie quotidienne. Cela explique pourquoi de plus en plus de mouvements, y compris dans le monde médical, sont déclenchés à la base, en dehors des syndicats. C'est, en fait, une révolte contre cet État qui veut s'occuper de tout et imposer le bien aux citoyens sans les prendre en considération.

Jean-Gabriel Delacour

■ **Chine** : Malgré la diffusion rapide du variant Omicron et de ses dérivés, et un engorgement des hôpitaux, les autorités ont levé, depuis le 8 décembre, la plupart des restrictions sanitaires qui visaient à juguler l'épidémie de Covid-19. Les voyages internationaux sont totalement libérés à partir du 8 janvier. Les États-Unis, le Japon et certains pays européens comme l'Espagne et l'Italie, puis la France, ont décidé d'imposer un test négatif récent aux nombreux voyageurs chinois qui s'annoncent (la moitié des passagers du premier avion arrivé en Italie était positifs). Mais l'Union européenne a du mal à prendre une position commune. Le Maroc a interdit la venue de Chinois sur son territoire.

■ **Ukraine** : Le ministre des Armées français Sébastien Lecornu s'est rendu à Kiev le 28 décembre où il a promis un système de radar Thales, de nouveaux canons Caesar et des munitions.

■ **Israël** : Le nouveau gouvernement de Benjamin Netanyahou a obtenu la confiance de la Knesset le 29 décembre par 63 voix sur 120. Il est considéré comme le gouvernement israélien le plus à droite jamais constitué depuis 1948.

■ **Immigration** : Selon un bilan britannique 45 000 migrants clandestins ont réussi le passage de la Manche en 2022.

■ **Croatie** : Le 1er janvier, ce pays de moins de 4 millions d'habitants a intégré l'espace Schengen (27e membre) et, abandonnant la kuna, a adopté la monnaie européenne.

■ **Automobile** : Le 45e rallye « Dakar » a lieu en Arabie saoudite du 31 décembre 2022 au 15 janvier 2023.

■ **Corée du Nord** : L'Agence officielle du régime a publié le 1er janvier un discours de Kim Jong Un, prononcé dans le cadre d'une réunion de six jours des instances communistes à Pyongyang, et appelant à « un développement exponentiel de l'armement nucléaire » de son pays.

Le syndrome de Stockholm

À compter du 1er janvier, la présidence tournante des conseils de l'Union européenne pour six mois est de la responsabilité de la Suède.

En septembre dernier, la majorité sociale-démocrate en place pendant huit ans a été défaite par une coalition des trois partis de centre-droit, modérés, libéraux et démocrate-chrétiens, soutenue, sans participation au gouvernement, par les Démocrates suédois, classés à l'extrême droite. Les principaux ministres ont donc eu peu de temps pour se préparer à l'exercice des responsabilités européennes. La Suède ne compte pas parmi les plus européistes : quoique non-membre de la zone euro, elle est la plus stricte dans le respect des règles budgétaires, conjointement avec la Finlande, les Pays-Bas et l'Autriche. Elle ne souhaite pas faire de nouveaux pas dans la construction politique ; pour Stockholm, l'UE n'est regardée que comme une zone de libre-échange, un simple marché ouvert à ses industries. Rien de plus. Encore moins avec le poids acquis par les Démocrates (20 % des voix) lesquels peuvent opposer leur veto à n'importe quelle législation contraire à leur programme.

Discretion assurée : on apprenait ainsi que les réunions européennes prévues ce semestre en Suède auraient lieu soit dans un centre de congrès proche de l'aéroport, sans avoir besoin de perturber la paix des avenues de la capitale et de ses canaux, soit au-delà du cercle polaire. La tranquillité des Suédois n'en sera pas

affectée. Aucune couronne ne sera dépensée sans justification doublement avérée.

Gelée, l'Europe ? Période de probable glaciation, l'épisode scandinave sera néanmoins une précieuse occasion de faire écho aux préoccupations du groupe nordique, incluant pays baltes et Pologne, qui avaient naturellement plus de familiarité avec Londres avec lequel ils continuent d'être liés au sein de l'OTAN. Il faudra ne pas les regarder comme périphériques mais les replacer au centre du dispositif bruxellois avant que le balancier ne revienne au Sud avec la présidence suivante, après les feux de la Saint-Jean, au second semestre 2023, l'Espagne.

Dominique Decherf

Énigmes chinoises

Dans ses vœux de Nouvel An, Xi Jinping a affirmé que « la lutte contre la Covid-19 est entrée dans une nouvelle phase qui demande toujours un travail assidu » et, donc, que « la persévérance et la solidarité nous conduiront à la victoire ». Concrètement, selon la télévision d'État, « à compter du 8 janvier, la Chine va rétrograder la gestion de la Covid-19 de la catégorie A à la catégorie B. Les restrictions et autres confinements de cas infectés seront levés, mais les professionnels de la santé continuent à se préparer à accueillir les patients atteints de la Covid-19 ». Derrière ces propos lénifiants se cache une réalité ondoyante, comme c'est le cas depuis le début de la pandémie il y a trois ans. Sans information sur le nombre de cas ou sur les variants concernés, Ma-

drid, Paris et Londres ont, le 30 décembre, emboîté le pas à Rome, ainsi qu'à plusieurs pays asiatiques, à Israël et aux États-Unis : les voyageurs devront fournir un test négatif avant de quitter la Chine — ou un certificat de vaccination dans le cas espagnol.

Depuis le 7 décembre, avec la levée de la politique « zéro Covid » qui était censée tenir le pays isolé du monde et du virus, les autorités semblent avoir lâché les rênes face à une vague qui déferlait violemment : les tests obligatoires, pratiqués presque quotidiennement dans les grandes villes, ont été abandonnés et ne nourrissent donc plus des statistiques que la population jugeait tronquées : seulement un peu plus de 5 200 personnes seraient mortes depuis le début de l'épidémie...

Il ne faut en effet pas oublier la nature et l'organisation totalitaires du régime, centré sur la personne de Xi et sur le marxisme-léninisme. Entouré d'obligés et n'hésitant pas à éliminer tous ses opposants réels ou potentiels par le biais de campagnes « *anti-corruption* », il a écarté beaucoup de personnes compétentes, mettant même sur la touche, au moins relativement, le Premier ministre Li Ke-qiang autour duquel gravitaient des personnalités opposées à la toute-puissance du président.

Celles-ci estimaient qu'il s'était attribué les trois casquettes du pouvoir — État, Parti et Armée de Libération — sans avoir les compétences nécessaires. Le système a fonctionné pendant dix ans grâce au verrouillage de tout le pays, notamment grâce aux technologies numériques assu-

rant le contrôle permanent de la population. Celle-ci acceptait la situation tant que le niveau de vie progressait un peu, tout au moins pour ceux bénéficiant de la croissance économique. Mais celle-ci se trouve durablement ralentie et le strict enfermement des trois dernières années a contribué à une exaspération qui n'hésite plus à s'exprimer. D'où le changement brutal de politique sanitaire.

Tandis que les Chinois voulant émigrer sont de plus en plus nombreux, Pékin profite des ennuis de Moscou. Faisant pièce aux sanctions internationales, les échanges ont augmenté de 32 % en un an et la Russie va accroître ses livraisons de gaz. Xi, lui, va se rendre chez Vladimir Poutine.

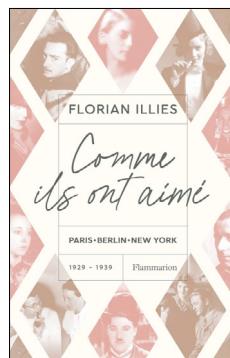
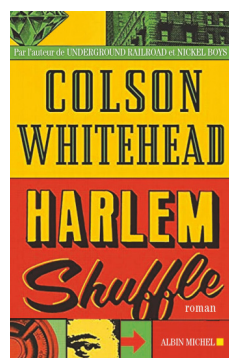
Jean Étèvenaux

Venezuela : 72 députés d'opposition ont retiré, le 30 décembre, leur soutien à Juan Guaidó. Celui-ci s'était fait reconnaître comme président élu par 50 pays en 2019 après une présidentielle truquée qui avait reconduit au pouvoir Nicolás Maduro. Ce dernier va-t-il pouvoir désormais récupérer l'or vénézuélien entreposé à la banque d'Angleterre ?

Foot : Le joueur portugais Cristiano Ronaldo, 37 ans, a rejoint le club de Riyad pour deux ans et demi et pour un salaire d'environ 200 millions de dollars par an.

Foot : Edson Arantes do Nascimento, dit Pelé et généralement considéré comme le plus grand footballeur de tous les temps, est mort le 29 décembre à São Paulo, à l'âge de 82 ans.

Église : Le pape émérite Benoît XV, 95 ans, retiré au sein du Vatican depuis sa démission en 2013, est mort le 31 décembre 2022. Il avait 95 ans. Ses obsèques seront célébrées par le pape François sur la place Saint-Pierre. ■



ROMAN

Le cœur de la ville

Colson Whitehead nous plonge dans le Harlem des années 1960. Ce quartier de New York, en majorité composé d'une population noire, est le personnage principal de ce roman, son cœur palpitant. Travailleurs pauvres et délinquants s'y côtoient.

Ray Carney est fils de voyou mais il ne désire pas suivre la voie paternelle. Marié, père de deux enfants, il a ouvert un magasin de meubles et d'électroménager sur la 125e rue : du matériel neuf ou de seconde main, un peu de recel si une bonne occasion se présente. De quoi assurer aux siens un quotidien décent voire mieux s'il parvient à entrer dans un club privé réservé à l'élite noire. Un cousin lui propose de cambrioler un hôtel de luxe. Ira ? Ira pas ? Peut-il échapper à son destin ?

« Harlem shuffle », Colson Whitehead, Albin Michel, 420 p., 22,90 €.

LITTÉRATURE

Amours tumultueuses

Les années 1930, des années de liberté où tout semble permis en premier lieu les aventures amou-

reuses dans lesquelles on se jette avec frénésie et bonheur. Une guerre est passée, une autre s'annonce alors chacun profite de la vie avant l'exil ou la mort ou les deux.

Journaliste au Zeit, Florian Illies raconte les heurs et malheurs des couples célèbres : Sartre et Beauvoir, Man Ray et Lee Miller, Scott Fitzgerald et Zelda, Bertolt Brecht multipliant les conquêtes comme autant de moments de créations théâtrales... Cet ouvrage a connu un énorme succès en Allemagne et devrait paraître sous forme de série télévisée.

« Comme ils ont aimé », Florian Illies, Flammarion, 495 p., 26 €.

TERRORISME

L'indemnisation des victimes

Grand reporter à L'Obs, Mathieu Delahousse suit l'actualité judiciaire, notamment les affaires de terrorisme. Il y a d'abord le deuil puis le procès, enfin le préjudice. Comment évaluer une vie, la sienne ou celle d'un proche, détruite par un acte barbare ?

Pendant des mois, il a enquêté auprès du juge de l'indemnisation des victimes de terrorisme et auprès de rescapés. Il décrit

le parcours du combattant qui mène à la réparation pécuniaire : les cris, les douleurs, les fraudeurs mais aussi le soulagement.

« Le prix de nos larmes », Mathieu Delahousse, éditions de l'Observatoire, 192 p., 18 €.

REVUE

Des crocs et des croquettes

Deux multinationales se partagent 60 % du marché des aliments pour chiens et chats et elles ne comptent pas s'arrêter là. Ces sociétés possèdent déjà 300 cabinets vétérinaires, les pompes funèbres animales et investissent dans la formation des vétérinaires. La revue We demain a enquêté sur ce juteux business à l'origine de la malbouffe animale et des nouvelles maladies.

Autres sujets traités : les paparazzi écolos qui traquent le bilan carbone des people, l'énergie solaire, les serres aquatiques, secrets d'armoire...

« Votre animal les intéresse », We demain, n° 40, 12 €. En kiosque et en librairie.

Catherine PAUCHET

Benoît XVI

« *Jésus, je t'aime !* » Tels sont les derniers mots prononcés, en allemand, par le pape émérite avant d'expirer, à 9 heures du matin ce 31 décembre 2022, au petit monastère, à l'intérieur de la cité du Vatican, où il s'était retiré après sa renonciation. Ces paroles résument la vie d'un homme qui fut incompris de beaucoup de ses contemporains.

Benoît XVI (1927-2022) n'a été pape que de 2005 à 2012, avant d'être pape émérite durant dix ans – un fait inédit dans l'histoire récente de l'Église catholique – et après avoir été pendant 23 ans préfet pour la Doctrine de la Foi et proche collaborateur de Jean-Paul II. Un homme dont son successeur, le pape François, a dit récemment qu'il était un saint, mais qui fut largement incompris et calomnié par le grand public, par les journalistes, et même par une partie des catholiques.

Pape allemand. – « *Panzer-Cardinal* », « *Berger allemand* », sont quelques-uns des surnoms peu amènes dont fut affublé le cardinal Ratzinger, puis le pape Benoît. En France, son tort était surtout d'être allemand. J'ai encore dans l'oreille le ton aigre et tranchant d'une vieille pèlerine acariâtre à Lourdes, juste après son élection : « *J'aime pas ce pape ! Il est Allemand !* » Jusqu'à aujourd'hui traîne, indécrottable, la vieille calomnie du « pape nazi », qui aurait même servi comme SS, selon les réseaux sociaux. Or ses parents étaient si profondément antinazis

que son père a donné sa démission de la gendarmerie et pris une retraite anticipée à la prise du pouvoir par Hitler, pour ne pas avoir à exécuter des ordres qui seraient opposés à sa conscience. La famille s'est alors installée dans une ferme près de Traunstein, en vivant frugalement de la petite retraite du père, de leur potager et de leur poulailler. Joseph a bien été membre des Jeunesses Hitleriennes à 14 ans, c'était obligatoire, mais sur la liste, dans les archives locales, figurent clairement les initiales signifiant « membre obligé », et non pas celles de « membre volontaire ». Il a été mobilisé, à 16 ans, comme auxiliaire de la défense aérienne, avant de désertir à la fin de la guerre, en grand péril d'être fusillé. Il fit 200 km à pied dans la neige pour rentrer à la maison, blessé au bras.

Coopérateur de la vérité. – Bien loin d'être un « *Panzer* » ou un inquisiteur, il était doux, un peu timide et profondément respectueux de la liberté de pensée d'autrui. Il était réputé pour savoir animer un débat d'idées en donnant la parole à chacun. Sa devise d'évêque et de pape n'était-elle pas « *Coopérateurs de la Vérité* », au pluriel ? Une de ses grandes vertus était l'humilité, mais qui comprend cela de nos jours ?

Le monde entier fut frappé, lors de la messe inaugurale de son pontificat, par la phrase, devenue célèbre : « *Après le grand pape Jean-Paul II, messieurs les cardinaux ont élu un simple ouvrier dans la vigne du Seigneur.* » L'amour du Christ, et l'amitié avec Lui, furent le fil rouge de sa vie. Au cours de cette même

messe, je fus transpercée par cette autre parole, criée d'une voix brisée d'émotion, qui tentait de convaincre le monde entier : « *N'ayez pas peur d'ouvrir la porte au Christ, Il n'enlève rien, Il donne tout !* » Déjà, lors de la messe d'obsèques de Jean-Paul II, à laquelle j'ai assisté, parmi la foule de deux millions de personnes accourues du monde entier, l'impression de sainteté qui émanait du cardinal Ratzinger présidant la cérémonie, sa bonté, sa douceur m'avait frappée.

Pape francophile. – Je l'avais déjà vu de près à Notre-Dame de Paris où, encore jeune cardinal, il avait été invité à prêcher. On était encore en pleine tourmente post-68, et son propos était si limpide, si clair, si traditionnel sans être réactionnaire, que je me sentis réconfortée et pleine d'espoir, me disant que tout n'était pas perdu s'il existait de tels évêques. Lui qui était si francophile en fut assez peu récompensé en retour par les Français. C'était un régal de l'entendre, parlant un français choisi et raffiné, avec juste une pointe charmante d'accent bavarois. Il avait été élu, en 1992, comme membre étranger de l'Académie des Sciences Morales et Politiques.

On l'a accusé d'être ré-

actionnaire en matière de liturgie, d'aimer les hautes mitres, les dentelles et les chaussons rouges, mais on vit bien, dès sa renonciation, à la façon monacale dont il s'habilla désormais, se chaussant de pauvres sandales, que les dentelles étaient pour lui liées à la fonction pontificale.

Homme de dialogue. – Quelle souffrance ce dut être pour lui de voir échouer cette tentative de réconcilier les traditionalistes lefebvristes avec l'Église, et de ne pas réussir, lui qui aimait tant la liturgie, à enrichir les deux rites l'un avec l'autre. Et quel silence héroïque il a gardé lorsque Dieu a permis que cette œuvre qui lui était si chère soit en grande partie abolie par son successeur. Il fut, là encore, critiqué par tout le monde : par les lefebvristes parce qu'il était trop conciliaire, par les catholiques progressistes parce qu'il osait parler avec les « intégristes ».

Théologien. – Certaines voix l'ont accusé d'avoir couvert les abus récemment découverts dans l'Église, alors que c'est lui, bien au contraire, comme cardinal puis comme pape, qui a ouvert la boîte de Pandore, indigné de toutes les horribles turpitudes qu'il découvrait. Il était un théologien hors

La Nation Française

directeur de la publication : Frédéric Aimard

Rédaction-administration

60, rue de Fontenay 92350 Le Plessis-Robinson

Édité par Spfc-Acip Siret 418 382 149 00015 Nanterre

N° TVA intracommunautaire FR21418382149

ISSN 2967-2988 marque déposée à l'Inpi.

Imprimé par nos soins.

Abonnement numérique : 1 an = 20 euros

Abonnement papier : 1 an = 300 euros.

à l'ordre de Spfc-Acip.

Paiement par carte bancaire :

<https://buy.stripe.com/2803eq3Re7RSc3C000>

pair, une des plus grandes intelligences du XX^e siècle à coup sûr, et plus universelle que la plupart, même parmi les hautes personnalités ecclésiastiques ; mais ni les journalistes, ni la plupart de nos contemporains n'en saisissent l'intérêt. Même sa renonciation (on ne dit pas « démission » pour un pape, car il n'a pas d'autorité au-dessus de lui à qui la remettre, qui puisse l'accepter ou la refuser) n'a pas été comprise, certains l'accusant d'abandon de poste en pleine crise, d'autres, plus complotistes, étant persuadés qu'on l'avait forcé à partir. L'Histoire lui rendra sans doute justice.

Son testament spirituel, rédigé en allemand en 2006 et publié le jour de sa mort, nous laisse cette injonction : « *Restez fermes dans la Foi !* » « *Bientôt, je serai face au juge ultime de ma vie. Bien que, regardant en arrière ma longue vie, je puisse avoir beaucoup de motifs de frayeur et de peur, mon cœur reste joyeux parce que je crois fermement que le Seigneur n'est pas seulement le juge juste mais, en même temps, l'ami et le frère qui a déjà souffert lui-même mes manquements et qui, en tant que juge, est en même temps mon avocat. Être chrétien me donne la connaissance, bien plus, l'amitié avec le juge de ma vie, et me permet de traverser avec confiance la porte obscure de la mort. À ce propos, me revient sans cesse à l'esprit ce que Jean rapporte au début de l'Apocalypse : il voit le Fils de l'homme dans toute sa grandeur et tombe à ses pieds comme mort. Mais Lui, posant sur lui sa main droite, lui dit : "Ne crains pas ! C'est moi..."* »

Marie-Gabrielle Leblanc

Même les chants religieux traditionnels

La conformité aux modes féministes et wokes n'épargne aucun milieu, pas même les clercs. Dans la liturgie catholique française, on s'est contenté de saupoudrer quelques « frères et sœurs » à la place du traditionnel « frères ». En revanche, de l'autre côté de la Manche les anglicans, tout au moins certains d'entre eux, ont entrepris de réécrire au goût du jour des chants traditionnels.

Il s'agit du fameux *God Rest Ye Merry, Gentlemen* remontant au moins au XVI^e siècle, donc commun aux catholiques et aux anglicans et cité par Dickens. On y chante, entre autres, « *Dieu vous garde dans la joie, Messieurs, / Que rien ne vous consterne, / Souvenez-vous de Christ notre Sauveur / Qui est né le jour de Noël / Pour nous sauver tous du pouvoir de Satan / Quand nous étions égarés* ». Or, dans un récent service anglican à l'église All Saints with Holy Trinity de Loughborough, dans le Leicestershire, de nouveaux versets venus d'Amérique sont apparus : « *Dieu vous garde aussi, femmes, qui par les hommes ont été effacées / À travers l'histoire ignorées et marquées, souillées et déplacées / Souvenez-vous que vos histoires aussi se tiennent dans la grâce de Dieu* ». Plus loin, a été développé un autre thème inclusif : « *Dieu vous garde, queers et gens en questionnement, que vos cœurs anxieux soient tranquilles, / Croyez que vous êtes profondément reconnus et que vous participez à la bonne volonté de Dieu* ».

Du coup, le cardinal Vincent Nichols, archevêque catholique de Westminster, a rappelé l'utilité de savoir « *nous connecter avec quelque chose que nous avons reçu, dont nous avons hérité et que nous espérons transmettre* ». Et de préciser : « *Ces valeurs sont la continuation du répertoire musical, de la capacité de chanter ensemble, de regarder les rituels [...] façonnés au fil des siècles, [...] pour moi plus importants que les sensibilités particulières qui vont et viennent* ».

Précý

Une volonté d'amnésie publique...

Ici et là en France, depuis déjà plusieurs années, plusieurs municipalités se voient sommées d'enlever des crèches qu'elles avaient installées à l'occasion de Noël : saisis par des associations comme la « Ligue des droits de l'homme » au nom d'une « laïcité » prétendument menacée, des tribunaux administratifs ordonnent aux maires concernés de retirer des locaux publics les figurines représentant l'Enfant Jésus, Marie et Joseph ou les Rois Mages guidés par l'Étoile...

Il y a 2000 ans, à Bethléem, à peine né, Jésus-Christ, petit Prince de la Paix, alors si vulnérable, n'avait eu la vie sauve que grâce au réflexe salutaire de Saint Joseph, qui avait pris la décision de la « fuite en Égypte » avec la Vierge Marie et l'Enfant : il s'agissait d'éviter la fureur infanticide du roi Hérode, à l'heure du

massacre des innocents... Aujourd'hui, en France, les choses sont évidemment moins tragiques, dira-t-on, et vont sans effusion de sang... Mais on est à l'heure d'un refus radical et absolu : on ne reconnaît plus aucun droit de cité à aucune figuration de Noël dans les lieux publics.

Cette ignorance voulue par les uns et subie par les autres sonne l'heure d'une amnésie culturelle généralisée... Cette année, un évêque français a confié qu'aujourd'hui près de 90 % des gens de moins de 40 ans ignorent le vrai sens de la fête de Noël, c'est-à-dire la commémoration et la célébration de la naissance du Christ Sauveur de l'humanité...

À l'aube du XX^e siècle, le président de la République de l'époque, Jacques Chirac, s'était obstinément opposé à l'inscription des racines chrétiennes de l'Europe dans la nouvelle Constitution européenne alors en chantier...

Peu à peu, par étouffement ou par censure, dans un climat d'apostasie silencieuse, on procède au siphonnage intégral des sources de la civilisation judéo-chrétienne : le résultat lugubre de cette entreprise délétaire est la sécheresse absolue d'un « No man's land » culturel et religieux. Une population de zombies spirituellement sourds-muets y est désormais condamnée à cette amnésie collective.

Denis Lensel

Pour recevoir chaque lundi le lien pour télécharger ou lire en direct *La Nation Française*, souscrivez à l'abonnement (20 euros) à l'ordre de Spfc-Acip.

Abonnez-vous !

**1 an
10 numéros
30 €***

***Offre de lancement, pour
tout abonnement
avant le 25 janvier 2023
au lieu de 50 €**



L'ÉPERVIER, LE PREMIER MAGAZINE
RICHE EN CONTENU ET EN ACTIVITÉS
POUR LES PATROS ET LES FAMILLES.

Pour recevoir le numéro 2,
abonnez-vous avant le 25 janvier 2023 et profitez de
l'offre de lancement.

Abonnez-vous en ligne :
www.lepervierlemag.fr
ou remplissez le bulletin
ci-dessous.

- ☐ Je m'abonne 1 an à 30 €
(offre de lancement)
- ☐ Je souhaite soutenir ce projet
Je m'abonne 1 an à 50 €
(tarif normal)

Mes coordonnées :

Nom / Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone :

Email :@.....

À envoyer à : SPFC-ACIP au 60 rue de Fontenay 92350 Le Plessis-Robinson

Chèque à l'ordre de SPFC - ACIP

Vous souhaitez nous soutenir ? Abonnement de soutien : 100 €

Patronages, paroisses, associations :

Abonnement pour 5 exemplaires à la même adresse : 120 € (au lieu de 250 €);

Abonnement pour 10 exemplaires à la même adresse : 210 € (au lieu de 500 €)